

Normalitat

Un còp mai, après l'intermèdi sarkosista, lo poder centralo-parisenc nos a colhonats bravament, nos passejant de comission en comission ambé d'interlocutors privilegiats. Se tracta pas de dire que la classa politica dins son ensems es polida o poida, mai de faire lo meteis constat : lei paraulas passan e son rarament seguidas per de realizacions esperadas. Cò qu'es pas pròpri a la politica en generau mai remanda a una crespacion istorica, amplificada per una situacion de crisi generala.

Per lei lengas « regionalas » que la reconeissença vèn de se veire rebutada - après la signatura a minima dei 39 articles de la Carta europenca retenguts pendent lo ministèri Jospin-, avèm un escapolon de çò que rebuta tot ciutadan senat, alunchat de la politica politicaiana. Lo refus de ratificacion es pas nòu. Lo poder de senèstra auria poscut trobar un mejan per respondre a seis engatjaments : la dubertura dei competéncias regionalas èra ben de bòn un biais de sortir dau rodam, levada la question constitucionala. Mai la reforma regionala dau milafuelh es pas vertadièrament a l'òrdre dau jorn. Eleccion après eleccion, per drecha e senèstra, lo poder es totjorn l'enjuec mager, e corre lo cambiament introbable ! E lei corrents, que fan lo partit majoritari e lo government, an decidit qu'aqueste drech èra contrari a la constitution.

La pauretat deis arguments es de plorar : lo Conseu d'Estat èra còtra, mentre que lo Conseu dei ministres e lo president de la Republica dei Lutz, tant egalitària e laïca que non sai, refusèron de debatre sus la question a l'Assemblada. Adonc, ges d'estatut nimai de reconeissença dins la vida publica (verai, es jamai estat promés), e de mens en mens de possibilitat dins l'ensenhament. Mesa a despart lei lengas que pòdon respondre a la crisi economica dins un sector nòu de creacions d'emplecs, e que son pas capablas de cambiar la realitat sociala ; replec sus l'amira exagonal mentre que la question de la diversitat li es ligada e responde tanben a la crisi mondiala. Una reconeissença, tant pichoneta siguèsse, es un dangier dei gròs per l'egalitat e la libertat. Lo caractèr utilitari dau metòd escapa gaire au monde un pauc acostumat ai decisions pastadas de « pragmatisme » e d'eficacitat. Coma va diguèt un plumitiu d'un ebdomadari parisenc, es un « renonciamment salutar ». Afaire classat, circulatz, l'a ren de veire ! Siam, mai que jamai, dins l'èra de la Normalitat.

Gerard TAUTIL

Traduccion : <http://locebie.free.fr>

MAGANHA - COLÈRE...

Alors que la droite la plus réactionnaire se mobilise, aux côté du front national et de tous les intégristes homophobes, alors que la popularité de l'extrême droite et leurs thématiques xénophobes se répandent à la vitesse d'un venin dans la société, nous nous éloignons, chaque jour un peu plus, d'une politique alternative sociale, écologique et citoyenne. Et pourtant, non pas que nous croyions aux promesses, nous avons toujours dit que nous nous prononcerions sur les actes. Souvenons-nous, c'était il y a moins d'un an, le candidat Hollande disait : J'engagerai une nouvelle étape de la décentralisation en associant les élus locaux. Je ferai voter une loi sur le renforcement de la démocratie et des libertés locales. Elle prévoira notamment l'abrogation du conseiller territorial et la clarification des compétences. **Un pacte de confiance et de solidarité sera conclu entre l'État et les collectivités locales garantissant le niveau des dotations à leur niveau actuel.** Si nous n'avons toujours pas compris quand et comment les élus locaux pourraient être, ne serait-ce que consultés, il y a pire. Nous voyons, au fur et à mesure des versions de l'acte III de la décentralisation, **disparaître l'aménagement du territoire, s'effacer la priorité régionale**, pourtant indispensable à la relance de la construction européenne, **s'éloigner les contre-pouvoirs démocratiques et citoyens**. Priorité, pour ne pas dire exclusivité, est donnée, dans la future organisation, aux schémas économiques. Où et à quel prix se logeront les travailleurs prétendument bénéficiaires de ces politiques ; comment rejoindront-ils leurs lieux de travail, accéderont-ils encore aux services publics ; quels emplois occuperont-ils, pour quelles qualifications et quelles rémunérations ? Toutes ces questions posées par un aménagement du territoire, aux confins de l'économique, de l'écologique, du social, de la mobilité..., sont reléguées au second plan, ou quasiment absentes.

Face à une prétendue mobilisation absolue pour l'emploi, l'État ne cesse de reculer sans donner aux collectivités territoriales les moyens, juridiques et financiers, de vraiment lutter contre les inégalités. En vérité le logiciel libéral tourne à fond laissant libre cours aux seules lois du marché. En matière sociale, **l'État renégocie le contrat de travail** contre l'avis des syndicats largement majoritaires. Chose d'ailleurs interdite dans une future loi. Il met en place **la semaine des 5 jours à l'école** en faisant supporter la mesure à des communes déjà budgétairement exsangues. Il reprend les thèses du sarkozysme sur des collectivités budgétivores et lance un chantier sur **la baisse des dotations annoncées et leur répartition.**

Quant à la participation citoyenne, la Ligue de Droits de l'Homme en campagne pour le respect de la proposition 50 : **« le droit de vote aux élections locales aux étrangers »**, a bien compris que cette promesse pourrait bien passer aux oubliettes. Citons aussi le refus d'insuffler de la démocratie dans la démarche métropolitaine par **le rejet de l'élection des conseillers métropolitains au suffrage universel direct**, condition sine qua non du soutien des défenseurs d'« Aix-Marseille Provence Métropole ». L'État délègue ainsi le pouvoir aux seuls maires et entend faire construire sa structure par des élus à 95% opposés et qui axeront leurs campagnes municipales autour de ce refus. Alors qu'il y a urgence à élaborer pour ce bassin de vie, qui couvre les deux tiers des Bouches-du-Rhône et s'étend jusque dans le Vaucluse, voire le Var et les Alpes de Haute Provence, **un vrai projet de cohérence territoriale**, l'État choisit la voie la moins démocratique. Pourtant à l'œuvre depuis des années **cette non politique également limitée dans des carcans départementaux dépassés**, a laissé flamber l'immobilier, oublié les alternatives aux déplacements automobiles et constaté impuissamment la disparition de l'économie de production. Une paralysie qui menace gravement l'attractivité de ce territoire comme la santé de ses habitants mais dont **on refuse de tourner la page en laissant aux responsabilités les seuls acteurs qui portent ce sinistre bilan.**

Pour conclure, rappelons la proposition **« de séparer les activités bancaires qui sont utiles à l'investissement et à l'emploi, de leurs opérations spéculatives. »** et autre déclaration tonitruantes sur la finance érigée en ennemie et interrogeons-nous sur la suite qui lui sera donnée. Indubitablement la même qu'à la **ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires.**

Décidemment, en temps de crise, la dissolution des promesses dans la réalpolitique est nettement plus efficace. Par contre si vos intérêts relèvent de cette **Françafrique**, qui écrase, au profit d'élites corrompues, les peuples et leur aspiration à la liberté démocratique vous aurez plus de chance d'être entendus. Mais ne rêvons pas, il s'agit à coup sûr de lutter contre le terrorisme fondamentaliste. Rien à voir, c'est juré, avec la protection des matières premières ou le soutien à des régimes dictatoriaux.

Hervé GUERRERA

A BRAÇADAS

● Nous sommes surpris d'apprendre que **la ratification** de la charte des langues « régionales » grèverait dangereusement le budget de l'Etat ! Celle-là on ne nous l'avait encore jamais faite ! Solution : taxer les locuteurs de ces langues ! **J.L.R**

● Nous n'avons pas été surpris par l'article de "Marianne", farci de clichés surannés et rempli de fiel et de mépris de M. Conan (eh oui, c'est un nom breton!) à propos de la ratification de la Charte, intitulé "Dernier renoncement (salutaire !) de François Hollande". **J.L.R**

● Comment rendre fadat un républicain jacobin fanatique ?

Es pas complicat ! Il suffit de lui demander de définir le sens de « république », « démocratie », « pacte républicain », « une et indivisible », « nation », « état », peuple. Vous serez surpris de la confusion mentale qui peut régner dans son cerveau ! Il y a de fortes chances qu'il n'ait en fait jamais réfléchi à tous ces concepts et qu'il réagisse avec colère ou par des ricanements gênés. N'oubliez jamais que c'est un croyant et qu'on ne touche pas aux dogmes d'une religion. **J.L.R**

● Pourquoi débattre sur l'utilité d'une réforme régionale en France ?

Il suffit de pousser la centralisation à son paroxysme et ne garder qu'une méga-super-région qu'on appellerait la France, avec Paris pour capitale ! Ainsi, de même que l'Australie est à la fois une île, un continent et un Etat, la France serait à la fois un Etat, une région et une ville ! **CQFD-J. Lénarch**

● Et la Vénus ?

M. Loyrette, PDG du Louvre devrait quitter la direction de ce musée en avril prochain. Interrogé récemment sur les polémiques récentes (Origine du Monde de Courbet, 2ème Joconde), il balayait d'un revers de manche ces affirmations et affirmait qu'"il n'y a qu'une et unique Joconde, celle du Louvre". Il a sans aucun doute raison. Par contre, on peut continuer de lui dire qu'il y a 2 Vénus d'Arles et que celle qui est exposée au Musée de l'Arles Antique n'est qu'un fac-similé en plâtre et que nous aimerions bien récupérer l'original... **GB**

● Es pas grand causa, mas...

Sembla que pauc a cha pauc, la libertat sià escornada ; a pròva la decision que fuguèt gaireben pas brica remarcada, presa i a pas gaire per l'Emmanuèl Valls d'enebir als suportaires de l'equipa de foot de Niça, d'anar a Bastia pel match Niça- Bastia, jol pretexte qui i avia de riscas de violéncia ! Om crei de somiar ! Lo ministre de l'interior d'un estat, se-disent democratic, empacha sos ciutadans de viatjar, lor fasent un procès d'intencion ; es força grèu aquo, es contrari a la constitution e al drech europèu ; onte es la liura circulacion de las personas ? En mai d'aquo de ciutadans francés que se desplaçan en França ! A quora de passaports interior coma se fasià en Russia puèi dins l'URSS. Mas ço mai grèu encara es la manca de reaccion de tot lo mond ; benlèu que sèm prests per la dictatura, saupre... **J-L R**

● Pour la démocratie énergétique.

Ça vous a peut-être échappé : - Energie nucléaire : De Gaulle avait demandé leurs avis aux français par référendum. - ITER : Chirac avait demandé leurs avis aux français par référendum. - Exigeons de Hollande un référendum pour la mise en place des énergies renouvelables. **GB**

Lo Bilhet de Joan Pau MARTIN La coopé duerbirà pus jamai...

Aquest an de 2013, l'i a un anniversari que festajarem pas, es aqueu de la Cooperativa, la Coopé, come disien leis ancians. Fuguèt montada en 1913 per lei Rocabrunens d'aqueu temps ¹ ; fuguèt la melhora resposta davans la crisi viticòla de la fin dau sègle XIX. Leis fondators l'i an dicha « la Rocabrunenca ». Dins una entrevista, Rose Fouque ², contava que « sa maire aviá menat, per leis endumis de 1914, lo premier viatge de rasin ; èra pas previst, mai leis òmes èron partits à la guèrra , puei a la bastida avián ges de tina e de materiau per faire lo vin ». Pichin a pichin, lo nombre dei societaris a creissut, es a dire qu'en 1924,³ a faugut faire un premier agrandiment, puei un autre en 1928. Lei chifras de producion lei mai ancianas remontan a 1931 ; aquesta annada lei socas an donat 40200 ectolitres. Lei recòrdas de 1934 e 1935 passèron pas lei 20 000 ectolitres. Lei vinhairons dependián mai dei malautias dei socas qu'encuei. En 1952 la capacitat de la cròta fuguèt portada a 60 000 ectòs, aquesta annada a faugut recatar de vin dins d'autrei «coopés».⁴

Dintre lei societaris, e subretot au canton dau Blavet, n'i a que renavan, lo vin se vendiá mau, n'avia tròp, lei Blavetians ⁵ se disián « nautres avèm de còstas, portèm de rasin que fa de gras, e es mesclat emè de rasin de la plana d'Argens que n'en fa pas ! » Fòrça son anats a la coopé dau Puget d'Argens que pagava au gras. Faliá concentrar lei mosts de rasin, ben d'annadas una tubadissa blanca s'aurorava de la cròta d'un concentrator. Es solament en 1977 que la coopé a pagat au gras-ectò, mai èra un pauc tard, lei desrabatges avián ja començat ; en un pauc mai de dètz ans lo vignarés a demenit de mai de seissanta dau cent.⁶

En 1990 la coopé dispausava que de 205 ectars de socas. Sus lei 321 societaris de 1950, n'en restava en 1990 que 142, emé solament un vintenu de carrejaires principaus. De mai en mai de fres per la vinhificacion, de mens en mens de vinhairons, la situacion de la cròta deveniá malaisada a la debuta deis annadas 2000, es per aquò que lei societaris an votat per l'associacion emé la Mota. Mai l'union marcava la fin de la « Rocabrunenca ». Que s'es passat allora ? Lo president de Sant Roman, es lo nom de la coopé de la Mota, s'es virat vèrs lo conse de Rocabruna en li demandant de crompar la cròta, se deviá faire un marcat paisan ; mai l'uòu a pas crebat. Fin finala an decidit de vendre lo bastiment ; lo conse diguèt « qu'èra pas possible de radobar mai de 8 000 m² de teulissas ».

De societaris an butat à la roda per que la coopé fuguèt venduda lo mai car possible : l' i aviá qu'un promotor immobilier per lo crompar, leis dardenas serviràn a n'en bastir una novèla à la Mota ⁷. Deman, à l' intrada dau vilage se quilharà un ostalàs dei grands que nos farà regretar la « coopé » .

- 1- Y. RINAUDO, les Vendanges de la République, les paysans du Var à la fin du XIX^e S, PUL, 1982.
- 2- Entretien entre A Abbe et Rose Fouque
- 3- Roquebrune au fil du temps, ouvrage collectif, page 131, Rivages, 2013.
- 4- Ibidem, page 132.
- 5- Habitants du quartier du Blavet, ainsi sont-ils désignés au village.
- 6- ibidem, page 132.
- 7- Ordonnance n°67-813 du 26 sept 1967, « en cas de dissolution la dévolution de l'actif net à d'autres coopératives ».

1^{er} FORUM CITOYEN de la TRANSITION ENERGETIQUE & ECOLOGIQUE à VILLENEUVE de BERG en ARDECHE

Les 13 et 14 avril 2013 organisé par le Collectif 07 "Stop au Gaz de schiste".
Tout le samedi et tout le dimanche à partir de 10 h.

Débats - Expos - Village des Possibles - Concerts et Bals festifs.

PANEUS DE COMUNAS REGION POITOU-CHARENTES

Le collectage des panneaux des communes de l'espace occitan pour savoir quelles sont les communes qui ont un panneau en occitan et quelles sont celles qui n'en ont pas se poursuit.

A l'heure actuelle, nous avons recensé plus de 6 600 communes. Voici la suite de l'état de nos recherches pour la Région Poitou-Charentes. A ce sujet, merci à la famille URROZ qui nous a été d'un grand secours.

N°	Département	Nbre Comm	Comm Occit	Comm recensées	Panneau en oc.	Pas Panneau en oc.	Photos	% Panneau en oc.
16	Charente	404	125	125	10		10	-
86	Vienne	281	7	7	-		-	-

A suivre au prochain numéro...

● Après la chute du mur de Berlin et celle des dictatures sud-américaines, il faudra bien un jour ou l'autre envisager sérieusement celle du mur "jacobin" et "tuer" Bonaparte. Il est temps pour les Français d'entrer dans l'âge adulte de la démocratie. **J.L.R**

REACTIONS AU DESENGAGEMENT DE F. HOLLANDE sur les langues « régionales »

Paraulas, paraulas... *Un còp mai, l'Estat francés diguèt de Non ai lengas istoricas de França e seis aparaires se desrevelhan d'un espèr pichonàs vengut chauchavièlha... Pasmens, lo « Comitad consultatiu per la promocion dei lengas regionalas » disia : « Nous devons créer les conditions d'exercice dans notre pays d'une véritable pluralité linguistique » (Aurèlie Filippetti, ministra de la Cultura). E lo 13 de març, la Presidènci de la Republica diguèt de non a tot debat constituconau per un drech reconeissut dei lengas de França. Pasmens, lo Joan Pèire Bel, president dau Senat, representava F. Hollande a la manifestacion de Tolosa, l'an passat. Pasmens, exit fin finala la Carta europenca, ne'n fau pus jamai parlar. De que son lei politics au poder : arlèris de servici, traïtes, passaires dei belei paraulas, totjorn ? Cu pòt creire encar a la cançon de la « politica autrament » ? **E ara quina responsa ?** Cadun dins son caire o totei ensems per se retrobar dins la carriera ? E aquelei que nos representavan, devon encar participar a la farsejada politica que se joguèt en colissas ? Aparaires dei lengas minorizadas, es temps de passar a la vitessa superiora que lo monde de Paris decidèt que la « concertacion » èra acabada !*
Lei declaracions çai-sota va laissan per pensar.

Lo Cebier

• « Que l'on ne nous refasse pas le coup des priorités en temps de crise : c'est le même refrain depuis des années et ceux qui, bénévoles, associatifs, professionnels ou simples citoyens, défendent la diversité linguistique vivent les difficultés au quotidien. Nous lancerons dans les jours qui viennent des initiatives afin que les promesses soient tenues et nous soutiendrons ce que les mouvements culturels jugeront bon de faire en ce domaine. »

David Grosclaude, President Partit Occitan

• « Depuis une semaine, nous assistons à un détricotage complet de cette ambition. La ratification de la charte n'est pas dans la réforme constitutionnelle et sur la loi sur l'école, les amendements proposés par les députés de droite comme de gauche sur les langues régionales ont été tous refusés. Le seul amendement restant est caricatural : les langues régionales ne sont utiles que pour mieux enseigner la langue française, mais pour ce faire, il faut demander l'autorisation préalable des parents. » **G.Latrubesse, D.Groclaude, G.Onesta** (com.mun. EELV/POC Midi-Pyrénées).

• **Reniement de la promesse 56 du candidat Hollande et loi de refondation de l'école** « Après confirmation, le mercredi 13 mars, que l'État français ne ratifierait pas la Charte européenne des langues régionales, c'est l'adoption, ce mardi 19 mars, par l'Assemblée nationale du projet de loi de refondation de l'école qui nous amène à réagir. Une telle régression apparaît comme une volonté délibérée de mort programmée de la langue occitane et de sa culture de la part d'un état jacobin et centralisateur. » **Pierre Brechet**,
 Président de l'Institut d'Estudis Occitans. Comunicat.

• « **La France qui aime à donner des leçons à la terre entière** se situe pourtant en matière de démocratie, classée parmi les pays les plus rétrogrades de la planète aux côtés notamment de la Turquie, de la Syrie, de la Libye ou de l'Iran. Le Droit à la différence linguistique est un Droit universel reconnu par l'UNESCO dont la France se moque ! L'entrée dans l'Union Européenne est subordonnée à la ratification de la CELRM, la France se met elle-même au ban des démocraties européennes. »

Régions et Peuples Solidaires.

COP de GOLLA !

Lo vièlh Caton, qu'avià ja comprès lo poder de la « com », acabava totas sas dichas de la frasa « delenda est Cartago ! » valent a dire en latin modèrn « cal destruir Cartage ! » e que qué sià lo tèma de sa dicha, que volià que totis comprenuèsson que Roma avià pas cap d'avenidor tant que Cartage existirà.

Il est temps de recourir à la même technique en répétant sans cesse et partout « Il faut abroger la Ve République ! » ; il est (peut-être) encore temps d'arrêter la catastrophe annoncée qui attend notre pays si il est incapable de se réformer avec courage pour enfin devenir une vraie démocratie ; la République c'est bien, la démocratie c'est mieux ! Rien ne sert de manifester par milliers contre la politique d'un gouvernement ou d'un ministre, car c'est la Ve qui leur permet d'agir à leur guise. Mitterrand l'avait bien compris ; en devenant président, il ne parla plus de réformer la Ve ! L'élection d'un président au suffrage universel direct est une folie ! C'est un retour au bonapartisme et au culte de la personnalité. La proportionnelle permettrait à tous les citoyens

« Delenda est Vna Res publica ! »

d'être représentés, mais on nous dit que ce n'est pas dans nos traditions ; résultat, on vote par défaut et 20% de la population finit par imposer sa loi ! La défiance vis-à-vis des élus s'installe ! Le bipartisme s'instaure et verrouille le pays. Le centralisme républicain et son système électoral nous est présenté comme un gage de stabilité, c'est en fait un gage d'immobilisme et de méfiance à l'égard du peuple ! Le cumul des mandats choque les citoyens, qu'importe ! Les soi-disant « élites » qui savent ce qui est bien pour nous, nous assurent que c'est pour mieux nous servir !

La classe politique sort quasi entièrement des grandes écoles. Quelle est sa légitimité ? Les régions françaises sont réduites à la portion congrue avec une aumône de l'Etat, 3% pour gérer des milliers de choses, ce qui permet aux jacobins d'accuser les élus territoriaux de corruption et d'incompétence ! Les citoyens sont infantilisés et dépendants. Paris et l'Ile-de-France continuent de vampiriser le reste du pays pour continuer leur développement hypertrophié, et profiter d'un régime fiscal

privilegié. Au lieu de bâtir un tissu urbain harmonieux de villes moyennes, on continue de favoriser des métropoles de plus en plus grosses ; un TGV et LGV ruineux imposés par une énararchie hautaine. Il n'y a aucun contre-pouvoir dans les conseils généraux et régionaux ; rien ne force nos élus à nous rendre des comptes !

Personne ne parle plus d'élire les sénateurs au suffrage universel. Le corps préfectoral n'est jamais remis en question alors qu'un préfet est nommé, pas élu, et joue en fait le rôle d'un gouverneur de province, avec des pouvoirs discrétionnaires. La Ve République n'est qu'une démocratie de façade, mais elle arrange tellement de monde puisqu'elle « rassemble » -traduisez, immobilise-, les citoyens, ou plutôt les clients, puisque tout est privatisé ; et permet tous les abus de pouvoir. Enfin, cette Ve République possède tous les outils pour qu'un dictateur endosse ses habits. Ce ne sont pas les hommes qu'il faut changer, mais la Ve ! Et vite avant qu'il ne soit trop tard !

Jean-Louis RACOUCHOT

LO CONVIDAT DAU CEBIER, Michel LIEUTAUD

Miquèu Lieutaud es president dau « Collectif StopLGV Sud-Sainte Baume » e de « Stop LGV- Sanary. Fa lo bilanç deis activitats e subretot lo ponch sus la question dei relacions que venon de se debanar ambé lei «decidaires» de la LGV-PACA

Lo Cebier - En quoi la LGV et la « Nouvelle ligne » sont-elles identifiables ? Quelle stratégie les sous-tend ?

- Michel Lieutaud - « Dans la nouvelle stratégie de communication mise en place par le Préfet, on a supprimé ce qui fâchait : la notion de grande vitesse. Autrefois on nous disait Nice Paris en 4 heures, maintenant on nous dit, Nice Marseille en 1 heure pour « régionaliser » le projet mais la réalité est identique, et même s'il faut reconnaître que le projet actuel porte une attention plus attentive à la question de l'amélioration des TER, et a acté la disparition du projet pharaonique de gare souterraine sur quatre niveaux à Toulon pour la remplacer plus modestement par une simple augmentation du nombre de voies qui passerait de 5 à 7 ou 8 ! Le projet doit s'adapter aux conditions économiques actuelles par une réduction des coûts pour qu'il reste réalisable. On parlait autrefois d'un tunnel qui commencerait à Sainte-Anne d'Evenos pour se terminer à La Garde, on se contente maintenant du projet d'un tunnel de Sainte-Anne d'Evenos à Toulon ! Mais la philosophie d'ensemble reste la même.

Lo Cebier - Malgré la mobilisation le contre-projet de la LGV-PACA, RFF (?) et le préfet de Région n'ont pas dit leur dernier mot. Pourquoi ?

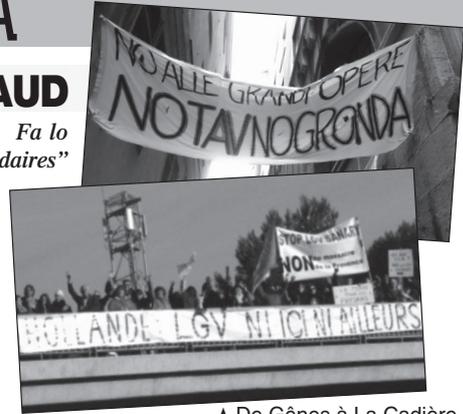
- Michel Lieutaud - Le projet de La LGV PACA, comme son nom l'indique, est un projet global qui couvre géographiquement la région de Marseille à la frontière italienne. Or, il faut reconnaître, même s'il existe effectivement une « Coordination Régionale contre la Ligne à Grande Vitesse Provence-Alpes-Côte d'Azur », que la mobilisation a été essentiellement localisée dans l'ouest varois ; c'est là en effet, fin 2011, que, habitants, élus et agriculteurs, tous ensemble réunis, en particulier lors d'une manifestation au Beausset, se sont opposés à tous les fuseaux proposés par Réseau Ferré de France, et plus particulièrement, c'est à Sanary qu'en octobre 2011, au cours d'une réunion géographique destinée à hiérarchiser les différents fuseaux proposés et devant toutes ces oppositions, le représentant de RFF a pris acte que cette « concertation » n'avait plus lieu d'être. Et même si une grande manifestation,

comme un point d'orgue, réunissant plus de 4 000 personnes et plus de 150 tracteurs venus de tous le département s'est tenue à Toulon en décembre 2011 pour s'opposer à ce projet.

A partir de là, le Préfet de Région a « repris la main » à RFF, profitant aussi de l'obligation de réserve à laquelle tant l'administration que RFF étaient tenue pendant la période électorale de février à juin 2012, pour réfléchir à une nouvelle stratégie qui a porté d'une part sur la présentation et l'« habillage » du projet, aidé en cela par tout un ensemble de communicants qui ont planché sur les problématiques nées de l'échec de 2011, et d'autre part sur la mobilisation des grands élus, en particulier Michel Vauzelle, Christian Estrosi et le très discret Louis Nègre, fort opportunément désigné par le ministre des transports membre de la commission dite Mobilité 21, chargé par lui de « hiérarchiser » les 65 ou 70 grands projets d'infrastructures existant en France, mais dont on oublie de nous dire qu'il est aussi Président de la Fédération des Industries Ferroviaires. Bien entendu il y a là un réel conflit d'intérêt, et on peut ajouter que si on a souvent observé les lobbies à la porte des commissions, dans ce cas on a installé le lobby dans la commission !

Lo Cebier - Où en sommes-nous dans la recherche de financement public/privé ? La Région, RFF, les CCI, les cadres retraités de la SNCF sont toujours dans cette logique. La commission mobilité 21, dans le choix des « grands travaux » financièrement insoutenables, et malgré sa composition, peut-elle contrebalancer ce passage en force ?

- Michel Lieutaud - Nous venons de rencontrer à Marseille Monsieur Yves COUSQUER, Ingénieur Général des Ponts et Chaussées en charge d'une double mission : - « porter » ce projet auprès de la commission Mobilité 21 pour le faire accepter par elle, ou du moins qu'elle le classe parmi les premiers à réaliser ; - en étudiant le financement. - A cet égard, il faut savoir qu'il a été l'artisan de la mise en place de la convention de financement des études en cours actuellement, d'un montant de 86 millions d'euros et répartis entre Etat et RFF pour 50 % et les 50 autres % répartis entre la Région, les quatre agglomérations de Aix-en-Provence, Marseille, Toulon et Nice et les trois départements. Il travaille sur un financement du projet lui-même qui pourrait être articulé de la manière suivante : Etat 50 %,



▲ De Gênes à La Cadière, l'autre Arc méditerranéen...

région 25 %, autres collectivités territoriales : 25 %. Il nous a indiqué que le principe du Partenariat Public-Privé ne lui paraissait pas être adapté au projet et que les financements complémentaires pourraient être trouvés dans le cadre d'emprunts éligibles aux contrats d'assurance-vie. Je ne suis pas sûr, compte tenu du très grand nombre de dossiers à étudier dans un temps assez bref puisqu'elle doit rendre sa copie en juin prochain qu'elle aille vraiment dans le détail de chacun d'eux.

Lo Cebier - Si nous comprenons que la mobilisation citoyenne est le premier recours à tout projet imposé, est-il le seul ? Qu'a fait le Collectif STOP Sud-Sainte Baume dans le choix des ripostes ? Que peut-il faire dans le cadre d'une réponse démocratique ?

- Michel Lieutaud - Nous observons dans le déroulement des études et du processus de décision une sorte de séparation horizontale entre les élus locaux qui seront « informés » après que les décisions auront été prises et les « grands barons » qui participent de droit au processus de décision à travers leur appartenance au Comité de Pilotage (COPIL), mais aussi de fait grâce aux alliances qu'ils nouent entre eux comme Messieurs Vauzelle et Estrosi, cela a été indiqué plus haut, et font jouer les facilités qu'ils ont à rencontrer Ministres, hauts fonctionnaires ou membres de la commission Mobilité 21. Et donc effectivement si nous pensons que la mobilisation citoyenne est le premier recours il est indispensable comme cela s'est passé en fin 2011 que habitants, élus et agriculteurs s'unissent pour réaffirmer leur opposition à ce projet inutile, imposé et ruineux ; car au-delà des enjeux locaux et régionaux, les populations de nos pays ne veulent plus qu'on leur impose des projets souvent inutiles, en Espagne, entre autres, un aéroport « international » et une LGV fermés fautes d'utilisateurs, en France des aéroports construits à grand frais pour 50 000 passagers par an et qui en accueillent à peine 5 000, et en Italie 75 000 personnes debout contre la ligne ferroviaire Lyon Turin. Les populations refusent de plus en plus des décisions qui leurs sont imposées, qui n'apportent à leurs territoires que des nuisances sans aucun avantage. »

ACTUALITATS

Ressons dau trabalh d'elegits occitanistas.

► « **Leis elegits regionaus e municipaus meton en plaça d'accions concretas e de politicas que pòdon favorizar la transmission de la lenga e son desvolopament.** »

(Programa dau Partit Occitan).

Miquèu TOURNAN

• **La Seyne-sur-Mer.**

« M. Marc Vuillemot, Maire de la Seyne nous a accompagnés en confirmant sa volonté et son attachement aux orientations suivantes : La réalisation des points actés lors de nos accords, ont été en grande partie réalisés.

- Accès principalement sur une politique culturelle de réappropriation de notre identité auprès des Seynois.

- Un budget propre à ma délégation et la création du Cercle Occitan ont pu dynamiser un noyau d'acteurs locaux, créateurs d'événements. La mise en place des panneaux de rue (signalétique en Oc), la parution d'études, l'aide à la création musicale, l'enseignement de la langue d'Oc, l'organisation d'événements culturels restent à ce jour les seuls actes visibles, mais ils demeurent essentiels.

- La prise en compte de nos orientations politiques est restée d'ordre consultatif, et le chemin reste encore très long pour affirmer une présence forte et influencer ainsi le devenir de la cité. Notre projet occitaniste est à ce prix : *faire re-découvrir une identité locale qui ne se déprenne pas de l'identité de notre région provençale et occitane ; démontrer que l'identité culturelle est inséparable de toutes les questions qui se posent dans la Cité. Siam tojorn a de caminar !* »

Lo Cebier n°132 La letra occitanista

Directeur de publication : Gérard Tautill
CPPAP : 0613P11518 - N° 132 - Dépôt legal : Avril 2013
Imprimerie Marim - Toulon

• Ont participé à ce n°132 : Gilbert Brawanski, Hervé Guerrero, Michel Lieutaud, Jean-Paul Martin, Jean-Louis Racouchot, Miquèu Tournan, Gérard Tautill
• Photos : M. Lieutaud, E. Melin

♦ **Abonnements** : chèque à l'ordre de « Région Provence »
♦ **Adhésion** : 15€ (revenus moins du SMIC), 30€ (jusque 1500€), 50€ (plus de 1500€) (Chèque à l'ordre de « Partit Occitan »).

Une même adresse : Région-Provence - Lo Cebier - BP2- 84400 GARGAS

♦ **Librairie** : Commandes, voir site : <http://locebie.free.fr>
Lo Cebier BP 37 - 83870 SIGNES (chèque à l'ordre de « Région-Provence »).

Parce que je suis pour une presse politique occitane indépendante

• **NOM, Pichòt Nom** :

• **Adreïça** :

Je m'abonne / je me réabonne au CEBIER - la letra occitanista

► **5n° : 15€ - sosten : 20€ mai se podètz - Per internet : 8€**

Chèc a l'ordre de « Région Provence »

Adresser à :

Région Provence - Lo Cebier - BP 02 - 84400 GARGAS